FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
صندوق التجهيز الجماعي
FEC

ETATS DE SYNTHESE

au 30 Juin 2013

BILAN (en milliers MAD)

ACTIF	30/06/2013	31/12/2012
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES	100 798	53 893
TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	93 758	38 473
A Vue	2 943	3 469
A Terme	90 816	35 003
CREANCES SUR LA CLIENTELE	12 088 329	12 363 582
Crédits de Trésorerie et à la Consommation	1 592	1 480
Crédits à l'Equipement	11 975 817	12 271 035
Crédits immobiliers	25 265	24 323
Autres Crédits	85 654	66 744
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
Titres de Propriété	-	-
AUTRES ACTIFS	30 853	34 133
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créances	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES	25	25
CREANCES SUBORDONNEES	-	-
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 218	2 514
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	62 104	64 027
TOTAL ACTIF	12 378 085	12 556 647

PASSIF	30/06/2013	31/12/2012
BANQUES CENTRALES, TRESOR PUBLIC, SERVICE DES CHEQUES POSTAUX		-
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	3 458 806	4 043 532
A Vue	-	-
A Terme	3 458 806	4 043 532
DEPOTS DE LA CLIENTELE	-	-
Comptes à Vue Créditeurs	-	-
Comptes d'Epargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Créditeurs	-	-
TITRES DE CREANCE EMIS	6 158 674	5 863 801
Titres de Créance Négociables Emis	5 203 386	4 813 552
Emprunts Obligataires Emis	955 288	1 050 249
Autres Titres de Créances Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	61 046	36 205
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	8 671	8 671
PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNEES	-	-
ECARTS DE REEVALUATION	-	-
RESERVES ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	2 249 579	2 078 625
CAPITAL	354 858	354 858
ACTIONNAIRES : CAPITAL NON VERSE	-	-
REPORT A NOUVEAU	-	-
RESULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	86 450	170 955
TOTAL PASSIF	12 378 085	12 556 647

HORS BILAN (en milliers MAD)

	30/06/2013	31/12/2012
ENGAGEMENTS DONNES	4 481 303	4 036 159
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	4 481 303	4 036 159
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	1 050 000	1 050 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 050 000	1 050 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)

	30/06/2013	30/06/2012
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	399 530	375 117
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2 369	3 573
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	397 162	371 544
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	-	-
Autres produits bancaires	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	235 096	212 456
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	96 259	90 688
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	138 681	121 575
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	155	193
PRODUIT NET BANCAIRE	164 434	162 660
Produits d'exploitation non bancaire	16	125
Charges d'exploitation non bancaire	52	29
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	27 250	27 707
Charges de personnel	19 924	19 409
Impôts et taxes	411	517
Charges externes	2 808	3 944
Autres charges générales d'exploitation	1 027	594
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 081	3 244
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	2 463	12 390
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	2 463	12 385
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	6
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	5 313	8 344
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	5 313	8 309
Récupération sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	35
RESULTAT COURANT	139 997	131 003
Produits non courants	26	163
Charges non courantes	1 764	2 330
RESULTAT AVANT IMPOTS	138 259	128 836
Impôts sur les résultats	51 809	48 594
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	86 450	80 242

ETAT DES SOLDES DE GESTION (en milliers MAD)

I- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2013	30/06/2012
(+) Intérêts et produits assimilés	399 530	375 117
(-) Intérêts et charges assimilées	234 941	212 263
MARGE D'INTERET	164 589	162 854
(+) Produits sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit bail et en location	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Commissions perçues	-	-
(-) Commissions servies	155	193
MARGE SUR COMMISSIONS	- 155	- 193
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	164 434	162 660
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	16	125
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	52	29
(-) Charges générales d'exploitation	27 250	27 707
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	137 148	135 049
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	- 2 850	4 076
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	- 29
RESULTAT COURANT	139 997	131 003
RESULTAT NON COURANT	- 1 738	- 2 167
(-) Impôts sur les résultats	51 809	48 594
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	86 450	80 242

II- CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2013	30/06/2012
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	86 450	80 242
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	3 081	3 244
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	6
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	35
(-) Plus values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(+) Moins values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) plus values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	89 531	83 456
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	89 531	83 456

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en milliers MAD)

	30/06/2013	31/12/2012
(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	399 530	777 518
(+) Récupérations sur créances amorties	-	-
(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	42	577
(-) Charges d'exploitation bancaire versées	235 096	432 563
(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	1 816	4 655
(-) Charges générales d'exploitation versées	24 170	48 040
(-) Impôts sur les résultats versés	51 809	108 528
I. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	86 681	184 309
Variation des :		
(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 55 286	- 36 085
(+) Créances sur la clientèle	274 369	- 1 188 632
(+) Titres de transaction et de placement	-	-
(+) Autres actifs	7 013	8 970
(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 584 726	- 14 033
(+) Dépôts de la clientèle	-	-
(+) Titres de créance émis	294 874	1 011 449
(+) Autres passifs	24 841	8 702
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 38 915	- 209 630
III. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	47 766	- 25 321
(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
(+) Produit des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	-
(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	861	2 168
(+) Intérêts perçus	-	-
(+) Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	- 861	- 2 168
(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
(+) Emission de dettes subordonnées	-	-
(+) Emission d'actions	-	-
(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
(-) Intérêts versés	-	-
(-) Dividendes versés	-	-
(-) Autres	-	111
V. FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	- 111
VI. VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV+V)	46 905	- 27 601
VII. TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	53 893	81 493
VIII. TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	100 798	53 893

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n° 25/G/97, circulaires n° 19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
  - 20 % pour les créances pré-douteuses,
  - 50 % pour les créances douteuses,
  - 100 % pour les créances compromises.

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.

Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	Néant	
II. Changements affectant les règles de présentation		

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2013	Total 31/12/2012
			Financiers	Non financiers		
Titres côtés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
Titres non côtés						
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété						
TOTAL			Néant			

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

(en milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrit au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participations dans les entreprises liées		-	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres de participation									
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000	0,125	25	25	31/12/2012	239 969	24 062	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25	-	239 969	24 062	-
EMPLOIS ASSIMILES				-	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL				25	25	-	239 969	24 062	

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

ACTIF	30/06/2013	31/12/2012
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	24 371	27 459
Sommes dues par l'Etat	23 926	27 235
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	446	223
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	6 482	6 675
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	2 681	2 915
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3 086	3 508
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	715	252
Autres comptes de régularisation	-	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	30 853	34 133

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2013	Total 31/12/2012
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	99 279	2 943	-	-	102 222	55 941
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	90 800	-	-	90 800	35 000
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	90 800	-	-	90 800	35 000
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 507	16	-	-	1 523	1 419
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	100 787	93 758	-	-	194 545	92 360

CREANCES SUBORDONNEES

(en milliers MAD)

CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	30/06/2013			31/12/2012	30/06/2013	31/12/2012
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	Néant				Néant	
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

(en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat										
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles										
Crédit-bail mobilier										
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué										
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
Crédit-bail immobilier										
Crédit-bail immobilier en cours										
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
Immobilisation données en location simple										
Biens mobiliers en location simple										
Biens immobiliers en location simple										
Loyers courus à recevoir										
Loyers restructurés										
Loyers impayés										
Créances en souffrance										
TOTAL	Néant									

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
صندوق التجهيز الجماعي
FEC

CREANCES SUR LA CLIENTELE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total 30/06/2013	Total 31/12/2012
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1 592	1 592	1 480
CREDITS A L'EQUIPEMENT	11 669 425	-	-	-	11 669 425	11 791 319
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	25 265	25 265	24 323
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	306 392	-	-	-	306 392	479 716
CREANCES EN SOUFFRANCE	85 654	-	-	-	85 654	66 744
Créances pré-douteuses	11 047	-	-	-	11 047	4 197
Créances douteuses	20 620	-	-	-	20 620	3 265
Créances compromises	53 987	-	-	-	53 987	59 283
TOTAL	12 061 471	-	-	26 857	12 088 329	12 363 582

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30/06/2013

(en milliers MAD)

	30/06/2013		31/12/2012	
Prêts Classiques	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
CREANCES PREDOUTEUSES	12 222	458	4 562	175
CREANCES DOUTEUSES	-	-	3 931	360
CREANCES COMPROMISES	53 080	13 020	48 676	12 299
Sous total 1	65 302	13 478	57 169	12 834
Prêts MEN *	CREANCES	PROVISIONS	CREANCES	PROVISIONS
CREANCES PREDOUTEUSES	-	-	-	-
CREANCES DOUTEUSES	24 950	2 278	-	-
CREANCES COMPROMISES	32 144	5 650	43 329	7 688
Sous total 2	57 094	7 928	43 329	7 688
TOTAL GÉNÉRAL	122 396	21 406	100 498	20 522

* Prêts pris en charge par le budget du Ministère de l'Education Nationale (MEN) pour la réalisation de projets dans le cadre de la convention signée entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC.

LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL
بنك التمويل المحلي

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (en milliers MAD)

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions: Montant des amortis. et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements Sur immo. Sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	17 237	855	-	18 092	14 723	1 151	-	15 874	2 218
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	17 237	855	-	18 092	14 723	1 151	-	15 874	2 218
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	116 083	6	-	116 089	52 056	1 929	-	53 985	62 104
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	82 655	1	-	82 656	27 014	968	-	27 982	54 675
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	74 526	1	-	74 528	26 635	956	-	27 592	46 936
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	900	-	-	900	379	11	-	390	510
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	24 574	5	-	24 579	20 255	731	-	20 986	3 593
Mobilier de bureau d'exploitation	8 331	-	-	8 331	6 660	220	-	6 880	1 451
Matériel de bureau d'exploitation	803	5	-	808	702	24	-	726	83
Matériel informatique	13 072	-	-	13 072	10 693	443	-	11 137	1 935
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 368	-	-	2 368	2 200	44	-	2 244	124
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.	8 854	-	-	8 854	4 787	230	-	5 018	3 836
Terrains hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 639	-	-	5 639	2 536	69	-	2 605	3 034
Mobilier et matériel hors exploitation	2 124	-	-	2 124	1 507	47	-	1 555	569
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 091	-	-	1 091	744	114	-	858	233
TOTAL	133 320	861	-	134 181	66 779	3 081	-	69 859	64 322

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2013	Total 31/12/2012
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	200 000	-	-	200 000	535 000
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	200 000	-	-	200 000	535 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	2 765 030	-	313 338	3 078 368	3 340 266
AUTRES DETTES	-	-	-	144 784	144 784	140 632
INTERETS COURUS A PAYER	-	30 109	-	5 544	35 653	27 633
TOTAL	-	2 995 139	-	463 666	3 458 806	4 043 532

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)

	Secteur public	Secteur privé: Entreprises financières	Secteur privé: Entreprises non financières	Secteur privé: Autres clientèle	Total 30/06/2013	Total 31/12/2012
Comptes à vue créditeurs			Néant			
Comptes d'épargne						
Dépôts à terme						
Autres comptes créditeurs						
Intérêts courus à payer						
TOTAL						

TITRES DE CREANCES EMIS (en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	Date de jouissance	Caractéristiques: Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement	Montant	Dont: Entreprises liées	Dont: Autres apparentés	Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
Titres de créances négociables									
Certificats de Dépôt	02/02/2009	02/02/2014	100	4,85%	In fine	125 000			
Certificats de Dépôt	03/02/2009	03/02/2014	100	4,85%	In fine	13 000			
Certificats de Dépôt	07/10/2009	07/10/2014	100	4,45%	In fine	20 000			
Certificats de Dépôt	14/10/2009	14/10/2014	100	4,45%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	16/10/2009	16/10/2014	100	4,45%	In fine	5 000			
Certificats de Dépôt	16/12/2009	16/12/2014	100	4,70%	In fine	600 000			
Certificats de Dépôt	24/03/2010	24/03/2015	100	5,10%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	24/03/2010	24/03/2015	100	5,15%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	28/06/2010	28/06/2017	100	4,81%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	30/06/2010	30/06/2017	100	4,81%	In fine	150 000			
Certificats de Dépôt	09/08/2010	09/08/2017	100	4,39%	In fine	260 000			
Certificats de Dépôt	07/09/2010	07/09/2017	100	4,81%	In fine	70 000			
Certificats de Dépôt	07/09/2010	07/09/2017	100	4,63%	In fine	330 000			
Certificats de Dépôt	08/10/2010	08/10/2017	100	4,61%	In fine	302 000			
Certificats de Dépôt	16/11/2010	16/11/2017	100	4,53%	In fine	250 000			
Certificats de Dépôt	15/02/2011	15/02/2018	100	4,99%	In fine	350 000			
Certificats de Dépôt	21/04/2011	21/04/2018	100	4,91%	In fine	300 000			
Certificats de Dépôt	02/02/2012	02/02/2016	100	4,63%	In fine	210 000			
Certificats de Dépôt	02/02/2012	02/02/2019	100	4,83%	In fine	202 500			
Certificats de Dépôt	15/05/2012	15/05/2019	100	4,97%	In fine	224 000			
Certificats de Dépôt	28/01/2013	01/08/2013	100	4,46%	In fine	490 000			
Certificats de Dépôt	25/06/2013	24/09/2013	100	4,08%	In fine	300 000			
Emprunts obligataires									
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	933 333			
TOTAL						6 034 833	-	-	-

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)

PASSIF	30/06/2013	31/12/2012
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Créditeurs divers	47 936	17 149
Sommes dues à l'Etat	15 441	12 865
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 329	1 287
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	304	616
Divers autres créditeurs	30 862	2 380
Comptes de régularisation	13 109	19 056
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	5 747	10 297
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	7 139	8 535
Autres comptes de régularisation	223	223
TOTAL	61 046	36 205

PROVISIONS (en milliers MAD)

	Encours 31/12/2012	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2013
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :	37 055	2 463	5 313	-	34 205
créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
créances sur la clientèle	20 522	2 463	1 579	-	21 406
titres de placement	-	-	-	-	-
titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
autres actifs	16 533	-	3 733	-	12 799
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	8 671	-	-	-	8 671
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	8 671	-	-	-	8 671
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	45 726	2 463	5 313	-	42 877

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Montant 31/12/2012	Utilisation 30/06/2013	Montant 30/06/2013
Subventions		Néant			
Fonds publics affectés					
Fonds spéciaux de garantie					
TOTAL					

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées: Montant (c/v MAD) 30/06/2013	Dont entreprises liées: Montant (c/v MAD) 31/12/2012	Dont entreprises apparentées: Montant (c/v MAD) 30/06/2013	Dont entreprises apparentées: Montant (c/v MAD) 31/12/2012
	Néant					Néant			Néant	

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 30/06/2013
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées

CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

	Encours 31/12/2012	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2013
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	2 078 625	170 955	-	2 249 579
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	2 078 625	170 955	-	2 249 579
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	354 858	-	-	354 858
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	354 858	-	-	354 858
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	170 955	- 170 955	86 450	86 450
TOTAL	2 604 438	-	86 450	2 690 888

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	30/06/2013	31/12/2012
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	4 481 303	4 036 159
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	4 481 303	4 036 159
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	4 481 303	4 036 159
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	1 050 000	1 050 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 050 000	1 050 000
Ouvertures de crédit confirmés	1 050 000	1 050 000
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES (en milliers MAD)

	Montant
Engagements donnés	Néant
Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	
Engagements reçus	
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)

	Opérations de couverture: 30/06/2013	Opérations de couverture: 31/12/2012	Autres opérations: 30/06/2013	Autres opérations: 31/12/2012
Opérations de change à terme				
Devises à recevoir				
Dirhams à livrer				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dont swaps financiers de devises				
Engagements sur produits dérivés				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

Néant

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE (en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		Néant	
TOTAL			
Valeurs et sûretés données en garantie	**Valeur comptable nette**	**Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus**	**Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts**
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		Néant	
TOTAL			

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE (en milliers MAD)

	D<1 mois	1 mois<D<3 mois	3 mois<D<1 an	1 an<D<5 ans	D>5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	193 033	-	-	-	-	193 033
Créances sur la clientèle	106 428	109 566	700 620	3 617 712	7 161 956	11 696 282
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	299 461	109 566	700 620	3 617 712	7 161 956	11 889 315
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	113 755	187 442	376 341	1 438 206	1 162 624	3 278 368
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	490 000	300 000	204 666	4 013 667	1 026 500	6 034 833
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	-	-
TOTAL	603 755	487 442	581 007	5 451 873	2 189 124	9 313 201

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE (en milliers MAD)

		Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
Nombre	Montant global des risques	Crédits par décaissement	Crédit par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
1	2 418 435	1 532 492	885 942	-

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE (en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	463 666
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	463 666
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	**Montant**
Engagements donnés	-
Engagements reçus	-

MARGE D'INTERET (en milliers MAD)

	30/06/2013	30/06/2012
Intérêts perçus	399 530	375 117
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	2 369	3 573
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	397 162	371 544
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Intérêts servis	234 941	212 263
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	96 259	90 688
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	138 681	121 575
MARGE D'INTERÊT	164 589	162 854

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE (en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement Titres de participation Participations dans les entreprises liées Titres de l'activité de portefeuille Emplois assimilés	Néant
TOTAL	

COMMISSIONS (en milliers MAD)

	Montant
Commissions perçues	-
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-
Commissions versées	155
Sur opérations avec les établissements de crédit	8
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	147
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE (en milliers MAD)

Produits et charges	30/06/2013	30/06/2012
Produits	-	-
Gains sur les titres de transaction	-	-
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
Charges	-	-
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-
RESULTAT	-	-

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION (en milliers MAD)

Charges	Montant
Charges du personnel	19 924
Impôts et taxes	411
Charges externes	2 808
Autres charges générales d'exploitation	1 027
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	3 081
TOTAL	27 250

AUTRES PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	155
Produits et charges d'exploitation non bancaires	
Produits d'exploitation non bancaires	16
Charges d'exploitation non bancaires	52
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrecouvrables	2 463
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	5 313
Produits et charges non courants	
Produits non courants	26
Charges non courantes	1 764

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS (en milliers MAD)

I- DATATION

Date de clôture (1)	30/06/2013
Date d'établissement des états de synthèse (2)	30/09/2013

(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables Défavorables Néant

EFFECTIFS (En nombre)

EFFECTIFS	30/06/2013	31/12/2012
Effectifs rémunérés	112	113
Effectifs utilisés	112	113
Effectifs équivalent plein temps	112	113
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	96	97
Employés (équivalent plein temps)	16	16
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-

بنك التمويل المحلي

LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

Dispositif de Gestion Globale des Risques

1. Gestion intégrée des risques

1.1 Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Equipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2 Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration du FEC approuve la politique globale de gestion des risques ainsi que les orientations stratégiques de gestion de chaque risque pris individuellement.

Le Conseil d'Administration a mis en place un Comité d'audit chargé de l'assister en matière d'évaluation du système de contrôle interne et de prévention des risques.

Outre son Président, le Ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Administration du FEC comprend :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé ;
- 1 représentant du Ministère de l'Equipement et du Transport ;
- 1 représentant du Ministère de l'Energie et des Mines ;
- Le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion ;
- Des membres représentant les élus :
  8 Conseillers Communaux désignés parmi les Conseillers Communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit

Le Comité d'Audit, désigné par le Conseil d'Administration, porte son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Ce Comité est composé du :

- Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (Président) ;
- Chef de la Division du Crédit à la Direction du Trésor et des Finances Extérieures (Membre).

Le Comité d'Audit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent, et au moins deux fois par an.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue deux fois par an (ou plus souvent si les circonstances l'exigent) des présentations devant le Conseil d'Administration sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Directeur Général du FEC (Président) :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques

Le Comité des Risques, présidé par le Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- valider la stratégie globale de gestion des risques du FEC et de s'assurer de sa mise en œuvre ;
- valider les procédures formelles de gestion des risques en vérifiant leur conformité avec les exigences réglementaires ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Le Comité des Risques se réunit au moins une fois par trimestre ou plus fréquemment si les circonstances l'exigent.

Le Secrétariat du Comité des Risques est assuré par la Direction des Risques.

Direction des Risques

La Direction des Risques évalue les risques encourus par le FEC en vue d'assurer la maîtrise et la sécurisation de l'activité.

Elle intervient dans le processus d'agrément de l'évaluation des projets préalablement à leur présentation au Comité de Crédit ainsi que dans la validation des nouveaux instruments de financement.

Elle définit également les critères d'acceptation et les normes d'évaluation des dossiers de prêts.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

Fonction Conformité

La fonction Conformité est chargée du suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, en application des dispositions de Bank Al-Maghrib en la matière.

Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code déontologique applicable au personnel du FEC.

2. Exposition aux risques

Les risques associés aux activités du Fonds d'Equipement Communal sont les suivants :

Risque de crédit : risque qu'une contrepartie ne puisse pas honorer ses obligations contractuelles.

Risque de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire aux demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Risque de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et sa valeur économique.

Risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Risque de non conformité : correspond au risque de non-conformité aux lois, règlements et directives réglementaires applicables.

Risque de change : dû aux fluctuations des taux de change.

2.1 Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisables sans distinction entre les catégories des emprunteurs.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt.

L'emprunt est agréé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, la Direction des Grands Projets ou la Direction des Crédits d'Equipement, relevant toutes deux du Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser, du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des comptes administratifs approuvés des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la collectivité locale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Locale.

- la capacité de remboursement de la collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques.
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement.
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC.
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets.
- le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions Générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Locales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- l'engagement de l'emprunteur à communiquer au FEC durant la vie du prêt les budgets et les comptes administratifs dès leur approbation ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours ;
- une clause suspensive de tout nouvel engagement en cas de retard de paiement dépassant 90 jours.

Profil de solvabilité

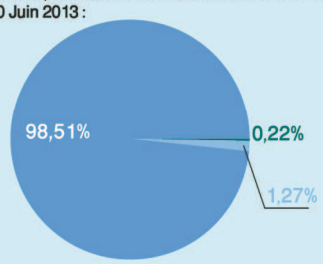
A fin Juin 2013

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 3.412.715 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 91% du risque de crédit et de 9% du risque opérationnel.

Dans le respect des nouvelles exigences prudentielles, entrées en vigueur en 2013, le ratio de solvabilité s'est établi à 79,04%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché 78,79%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.

Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle constituées de 98,51% d'engagements au profit des Collectivités Locales, ont totalisé 12.125.070 Milliers de DH au 30 Juin 2013 :



- Exposition sur les Collectivités Locales
- Exposition sur les Régies Autonomes
- Prêt au personnel
  (crédit de trésorerie, immobilier, consommation)

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent, au 30/06/2013, à 4.481.303 Milliers de DH et concernent :

- les prêts classiques ;
- les prêts "MEN" octroyés pour la mise à niveau et la réhabilitation des établissements scolaires dans le cadre d'une convention de partenariat conclue entre le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère de l'Education Nationale et le FEC ;
- les prêts accordés aux régies autonomes "RA" dans le cadre de consortiums bancaires.

L'analyse de la situation des engagements hors bilan arrêtée au 30 juin 2013, fait ressortir que 74% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

La Direction Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Locales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de BAM.

Coefficient de Division Des Risques

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques s'assurent du respect du coefficient de division des risques, lequel est également suivi par la Direction Comptabilité et Reporting.

Le coefficient de division des risques s'établit, selon les modalités de la nouvelle circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib (entrée en vigueur en 2013) à 17,93% à fin Juin 2013, se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress test ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress test minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 2%.

بنك التمويل المحلي
LA BANQUE DU FINANCEMENT LOCAL

2.2 Gestion Actif / Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La Direction Financière se charge de la gestion Actif/Passif.
Le Comité des Risques se charge de la validation de la politique relative à la gestion Actif/Passif. Ses réunions constituent l'occasion d'examiner le profil de taux et de liquidité de l'Institution, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et la présentation de la structure du bilan.

Gestion Actif/Passif

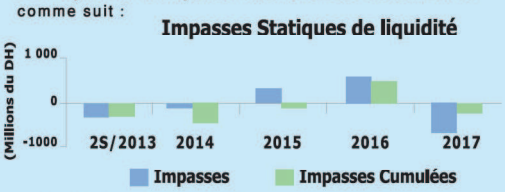
Le FEC est doté d'une application « Gestion Financière - ALM » qui s'intègre dans son système d'information et qui permet de mieux appréhender la gestion des risques financiers inhérents à ses activités, notamment les risques de liquidité et de taux d'intérêt.
Le rapport de gestion Actif/Passif est établi semestriellement et est soumis à la Direction Générale et au Comité des Risques.

Risque de Liquidité

La gestion du risque de liquidité est basée sur la détermination des impasses prévisionnelles statiques et dynamiques de liquidité à court, moyen et long termes et sur l'analyse de la structure du bilan. Cette approche permet d'avoir une vision globale sur le profil de liquidité de l'Institution.

» Exposition au 30 Juin 2013

Les impasses de liquidité s'affichent au 30 Juin 2013 comme suit :



» Coefficient de Liquidité

Le coefficient de liquidité s'est établi au 30 Juin 2013 à 144,34%.

Risque de Taux

Pour le suivi du risque de taux, il est procédé :

- au calcul des gaps de taux et à l'analyse de la structure du bilan par type de taux, ce qui permet de mesurer et d'anticiper l'exposition au risque de taux par une confrontation des emplois aux ressources par bandes de maturités,
- au calcul des durations du portefeuille des prêts et des emprunts.

» Exposition au 30 Juin 2013

Les Gaps de taux par type de taux et par maturité résiduelle se présentent au 30 Juin 2013, comme suit :

a) Taux fixe

Maturité Résiduelle	M <1 an	1<= M <2 A	2<= M <3 A	3<= M <5 A	5<= M <10 A	M >=10 A	Total
Emplois	46	36	31	38	24	0	175
	26,29%	20,57%	17,71%	21,71%	13,71%	0,00%	100%
Ressources	336	361	173	828	596	417	2 712
	12,40%	13,32%	6,38%	30,54%	21,97%	15,39%	100%
Impasses	- 290	- 325	- 142	- 790	- 572	- 417	- 2 537

b) Taux variable

Maturité Résiduelle	M <1 an	1<= M <2 A	2<= M <3 A	3<= M <5 A	5<= M <10 A	M >=10 A	Total
Emplois	1 859	1 649	1 592	3 032	6 347	2 938	17 417
	10,67%	9,47%	9,14%	17,41%	36,44%	16,87%	100%
Ressources	1 777	1 734	824	2 654	1 306	321	8 617
	20,63%	20,12%	9,56%	30,81%	15,16%	3,72%	100%
Impasses	82	- 85	768	378	5 041	2 618	8 801

Les Stress test/Reportings relatifs à l'impact du risque taux sur le portefeuille et la valeur économique du FEC sont effectués trimestriellement et transmis à Bank Al-Maghrib dans le cadre des reportings réglementaires.

A fin Juin 2013, les résultats du stress test, font ressortir qu'un choc de 200pbs des taux engendrait un gain de 6,1% du PNB sur un horizon de 12 mois. La sensibilité pour la valeur économique serait quant à elle de l'ordre de 16,46%.

Impact	Evolution des Taux : Variation de 200pbs
PNB	6,1%
Valeur economique en % par rapport aux FP	16,46%

2.3 Risques Opérationnels

Organisation et Gouvernance

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures claires et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.
Le Comité des Risques se charge de valider la politique de gestion des risques opérationnels, la stratégie de continuité d'activité et de gestion de crise.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- la séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à éviter des blocages de situations.

» Manuel de procédures générales

La refonte du manuel des procédures générales a été réalisée courant 2010.
La refonte a porté sur tous les domaines fonctionnels du FEC afin d'élaborer la cartographie générale des processus et procédures selon les exigences de la norme Qualité ISO 9001 V2008. Les processus fonctionnels identifiés couvrent les domaines Pilotage, Métiers et Support.
La mise à jour des procédures s'est basée principalement sur l'intégration de l'outil de modélisation MEGA process. Cet outil a permis d'avoir un référentiel des procédures unique, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet.
Le référentiel des procédures fait l'objet d'une maintenance évolutive régulière.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes aux Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de communication financière

Le FEC dispose d'un manuel de communication financière qui s'inscrit dans le cadre de la circulaire 40/G/2007 du 2 août 2007 de Bank Al-Maghrib relative au contrôle interne des Etablissements de crédit.

» Manuel de contrôle interne

Dans le cadre du processus d'amélioration de son dispositif de contrôle interne, le FEC dispose depuis 2012 d'une version mise à jour de son manuel de contrôle interne conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière.
Le manuel de contrôle interne (MCI) permet au FEC de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place et de formaliser les différents points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA) conformément à la directive Bank Al-Maghrib n°47/G/2007 en vue d'assurer le fonctionnement continu et maitrisé de son activité en cas de risques opérationnels majeurs ou de sinistres. A cet effet, le FEC dispose d'un PCA qui s'articule autour des dispositifs suivants :

- dispositifs de continuité Systèmes d'Information ;
- dispositifs de continuité logistique ;
- dispositifs de continuité ressources humaines ;
- dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, un plan de maintenance et du développement du PCA du FEC a été arrêté et les actions y afférentes sont mises en œuvre.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels qui a été reconstruite en 2010 en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al Maghrib, permet l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés.

Ce dispositif comprend depuis 2011 une base de collecte des incidents qui alimente automatiquement la cartographie des risques opérationnels et qui permet également de dégager une vision objective et synthétique des risques encourus.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des Entités Métiers et Supports. Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre des plans d'action de couverture des risques majeurs. A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.
La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.
L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4 Risques de Non Conformité

Conformément à la circulaire n°40/G/2007 et à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib, le FEC s'est doté d'une politique de conformité et d'une cartographie des risques de non-conformité.

2.5 Risque de Change

La couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC est prise en charge par l'Etat (Ministère l'Economie et des Finances/Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

Fidaroc Grant Thornton
47, rue Allal Ben Abdellah
20000 Casablanca
Maroc

MAZARS
Mazars Audit et Conseil
101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

ATTESTATION DE REVUE LIMITEE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2013

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipement Communal comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) ci-joints relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2013. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 2.690.888, dont un bénéfice net de KMAD 86.450, relève de la responsabilité des organes de gestion du Fonds.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du Fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipement Communal arrêtés au 30 juin 2013, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 25 septembre 2013

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
Faïçal MEKOUAR
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Kamal MOKDAD
Associé Gérant